

UN SIÈCLE DU MONDE ROUMAIN DEVANT L'EUROPE

PETRE ROMAN

Professor, PhD, Swiss University of Geneva, Switzerland
Polytechnic University of Bucharest, Romania

proman@clubmadrid.org

La Roumaine moderne existe non pas à l'écart de l'Europe occidentale, mais vit en son sein avec un grand décalage temporel. Le rythme et le style de sa construction comme ceux de la permanente nécessité de sa reconstruction, ont été et sont teintés de byzantinisme et parfois sont accablés d'anachronismes.

Pendant longtemps, la Roumanie n'a pas compris la phrase de Ilarie Voronca que l'on trouve dans son "Aviograma" (1924): "La plus belle poésie: la fluctuation du dollar". Le temps de l'histoire s'accélère souvent et au moment où se croisent les chemins du destin, les expériences passées peuvent sembler sans grande signification pour envisager le futur. Selon Benjamin Fondane, la spécificité de la culture roumaine réside dans une idée fixe, très féconde: "c'est l'idée de notre origine latine". L'histoire politique et culturelle des Roumains vit sous la pression "des nécessités européennes, dont la première est celle de faire partie de l'Europe". A la recherche de ces fondements culturels, les dirigeants roumains sont souvent incapables de comprendre et d'embrasser les fondements institutionnels et économiques de l'Occident.

Pour pouvoir comprendre cette Roumanie, il nous faut d'abord retracer les différents moments de son parcours économique. Il a toujours été question de rattraper l'histoire, de tendre vers un rapport harmonieux de sa géographie et de sa culture avec les contours culturels et surtout économiques du continent européen.

Il y a eu des moments dans ce dernier siècle où tout travail, toute droiture, toute honnêteté, toute foi semblaient superflus. Pourtant, la Roumanie n'a cessé de rêver, d'apprendre, d'agir, en somme de vivre son destin avec une force admirable.

Parfois, ce destin lui a proposé le risque et le danger en tant que solution. Mais la Roumanie sait survivre. C'est peut-être là le miracle roumain, titre de l'ouvrage de l'historien Gheorghe Brătianu. Si Duroselle a énoncé que tout empire périra, on peut dire, avec encore plus de certitude, que tous les petits états auront ce même destin. Ne plus figurer avec l'image d'un passé, même brillant est un sort dont témoigne amplement l'histoire universelle. La Roumanie n'a jamais été dans cette situation. Reprendre le cours de la normalité productive est certes possible si

l'on sait faire appel à des stratégies de sauvetage, conservées avec soin dans la mémoire collective. Mais cela n'est pas suffisant, il faut en plus, mettre en oeuvre un esprit, une intelligence et une discipline du renouveau. Car toute l'histoire de la Roumanie montre intensément combien il est difficile de corriger le hasard quand il vous arrive en ennemi.

A l'occasion de cette rencontre j'ai opté pour une présentation de l'évolution de mon pays en utilisant les ensembles de données statistiques le plus crédibles. C'est un tableau des réalités froides, c'est-à-dire celles des indicateurs de développements économiques et sociaux. Le siècle passé, de ce point de vue, connaît trois périodes: 1918–1945, 1945–1989, 1989–2018. Dans la première surtout, mais aussi dans la troisième, on voit que l'incohérence politique et le manque de résolution réformiste empêchent une convergence rapide avec l'Occident, c'est-à-dire la diminution rapide (par ailleurs possible) de l'écart qui sépare la Roumanie de la moyenne européenne occidentale. Cet écart était grand de toute manière, car la Roumanie vient d'un passé périphérique, aussi bien géographique que civilisationnel. La réforme d'alors est lente et soumise à des pressions contraires. Il y a certes des grands esprits et des vrais patriotes; mais il n'y a pas une vraie classe politique capable de s'unir pour réussir la modernisation accélérée du pays. Entre les deux périodes il y a la parenthèse communiste dominée par un grand effort de développement, avec des résultats spectaculaires dans l'éducation, la culture et l'industrie mais soumise à un ordre idéologique dogmatique et oppressif, le plus souvent à contre-courant des grands mouvements du progrès scientifique et technologique de l'Ouest. Du point de vue institutionnel, le régime communiste garde paradoxalement la quasi-totalité de la configuration propre à un pays européen occidental. Mais le fonctionnement de ces institutions est associé (pas toujours) à la stratégie idéologique du parti unique et à la volonté du dictateur.

Emil Cioran disait que "Une Roumanie du futur doit devenir une fatalité sud-est européenne capable de liquider son balkanisme et ainsi réhabiliter cette périphérie." Or, s'il est vrai que cette obsession politique existe toute au long du siècle, elle ne devient pas une obsession de réformes, pour une Roumanie logique et profondément moderniste. C'est, je pense, ce que Mircea Malitza avait proposé dans son concept d'une stratégie stable d'évolution.

Qu'est ce qu'une réforme sinon la capacité d'adaptation active et tenace aux réalités efficaces du monde contemporain?

Et la réforme est la seule base solide pour garantir l'unité d'un peuple dans son propre pays. Les réformes corrigent les déséquilibres et les inégalités, mais aussi transforment et ouvrent la voie aux initiatives et aux talents de la nation.

Le tableau de l'évolution économiques et sociale de la Roumanie au cours de ce siècle est fixé par trois repères: 1938, 1989, et aujourd'hui. En effet, 1938 c'est l'année de la meilleure performance de l'économie roumaine entre les deux guerres et il existe encore un mythe de la "grande Roumanie" associé à cette période, dans la

conscience politique. 1989 c'est la fin du régime communiste qui commence après la deuxième guerre mondiale, et aujourd'hui il existe et persiste une certaine nostalgie de cette époque d'une "grande industrie" et du plein emploi stable. Le temps présent devrait nous éclairer sur une nouvelle trajectoire démocratique pour un pays qui depuis 30 ans a vu renaître et vivre les principes fondamentaux de la démocratie. Les analyses de l'économie et les indicateurs sociaux montrent clairement que la condition de la population moyenne de la Roumanie à la fin de la période entre les deux guerres était particulièrement pauvre. Les données inscrites au tableau de l'année 1938 indiquent un grand déficit d'investissement dans le capital humain et en même temps une polarisation sociale considérable de la société roumaine. A noter, par exemple, que l'espérance de vie était de seulement 40,20 années pour les hommes et 41,40 pour les femmes, associée à une mortalité infantile (enfants décédés avant l'âge d'un an pour 1000 naissances en vie) de 182,5. La situation était donc des plus dramatiques dans le contexte européen. La densité des chemins de fer (km/1000 km² du territoire) était de 38,6 comparée à la France (77,3) ou la Tchécoslovaquie (96,4). Le revenu national de la Roumanie (indicateur du PIB aujourd'hui) en 1938 montre un rapport de 1/3,76 avec la France, 1/5,36 avec l'Allemagne et 1/2,76 avec la Tchécoslovaquie. Il est vrai que la rentabilité économique pour la période 1933-1938 augmente de 3,8% à 13,3% dans l'industrie du pétrole ou de 9,7% à 18,8% dans l'industrie métallurgique, mais pour l'accumulation interne, la plus importante source de la croissance économique est basée sur le système des prix, taxes et impôts, dont le poids principal est subi par les producteurs agricoles. Leur pouvoir d'achat de 1938 n'est que 60% de celui de 1929.

En 1938, l'offre interne, où les produits agricoles représentent 41% et les produits pétroliers 44%, était nettement au désavantage de la Roumanie. Ainsi, la valeur moyenne d'une tonne de marchandises exportée était de 3.000 lei, alors que la valeur moyenne pour une tonne de marchandises importée était de 23.000 lei, soit plus de sept fois plus grande.

Le régime communiste que s'installe durement et durablement à partir de 1947, poursuit des politiques d'industrialisation accélérée et de développement rapide et stable de l'éducation et de la santé pour l'ensemble de la population. En 40 ans de socialisme, la Roumanie réussit un saut de civilisation considérable.

L'espérance de vie en 1989 atteint 66,5 ans pour les hommes et 72,4 ans pour les femmes et la mortalité infantile diminue à 26,9. La population scolaire pour l'année scolaire 1988/1989 est de 24% de la population totale, alors qu'en 1938/1939 elle était de 12%. Le nombre d'habitants pour un médecin est de 472 en 1988, comparé à la France, 313, ou l'Allemagne, 370. Le nombre de bibliothèques passe de 3.100 en 1939, à 21.400 en 1988. Pourtant, en 1989, la réalité de l'économie roumaine est dramatique. Le dirigisme absolu et les décisions souvent aberrantes, surtout dans la "décennie noire" des années '80, conduisent à une crise profonde et en fait une étape explosive du système de l'économie de commande, c'est-à-dire une économie étatisée en quasi-totalité centralisée.

Paul Krugman, prix Nobel d'économie, disait que "la productivité c'est quasiment tout". En effet, la valeur générée par l'économie en moyenne dans une heure de travail, montre bien la "santé" de cette économie. Or, en 1988, en Roumanie, la productivité sociale du travail était cinq fois inférieure à la moyenne de l'Europe occidentale! Plus grave encore, elle était la moitié de celle de l'Union Soviétique! Même chose pour un autre indicateur: la consommation d'énergie pour produire 1 dollar de PIB en 1988 était de 4,1 fois plus grande que la moyenne européenne et dix fois celle de la France! Le niveau technologique dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, reste, dans beaucoup de cas, très inférieur par rapport à l'Ouest et, à partir de 1979, nulle effort n'est fait pour s'adapter aux nouvelles technologies, fruits du grand essor de la révolution industrielle, puis de la révolution informatique. Essentiellement, l'économie roumaine continue d'exister sur la base des matières premières (gaz, minerai de fer, pétrole, coke) fournies par l'Union Soviétique dans le cadre du COMECON à des prix nettement plus bas que les prix sur les marchés libres. Ceausescu, devenu le dictateur absolu, sans aucune résistance visible face à ses projets mégalomaniques, décide de construire le canal Danube – Mer Noire, le canal Bucarest – Danube et la Maison de Peuple, projets gigantesques, largement inutiles. Il pousse la Roumanie vers l'autarcie qui se trouve exactement à l'opposé des tendances européenne et mondiale.

En agriculture, contrairement aux attentes et rêves de Ceausescu pour une révolution agraire, la situation est désastreuse. En 1985 et 1986 dans l'Allemagne de l'Ouest il y avait plus de 1,4 millions de tracteurs et en France plus de 1,5 millions. En Roumanie, pays agricole, le nombre de tracteurs baisse de 185 mille en 1985 à 152 mille en 1989. Et pour cause! La production nationale de tracteurs, très demandés à l'export, n'est que 17 mille alors qu'en 1984 elle était de 76,5 mille. Qu'elle était le sens des plans, annuels et quinquennaux, fameux avantages de l'économie socialiste roumaine?

Quand je deviens Premier-ministre, en décembre 1989, je constate très vite que ma connaissance de cette économie, acquise sur le terrain, dans l'industrie minière, dans les systèmes d'irrigation et dans le secteur de l'énergie, était, malheureusement au-dessous de la réalité. J'ai appris que 75% des produits manufacturés dans l'industrie roumaine n'étaient pas rentables aux prix du marché, le coût de production étant plus grand ou à la limite égal à la valeur de marché. Une énorme production (produits pétroliers de raffinage, charbon, métaux non-ferreux) était subventionnée et les dettes internes accumulées dans la dette publique se chiffrent à 10 milliards de dollars pour la période 1982-1988, et à 4 milliards pour la seule année 1989.

Si, comme je l'ai indiqué auparavant, le décalage de la Roumanie en fonction du PIB en 1938 montrait un rapport de 1/5,36 avec l'Allemagne et 1/3,76 avec la France, en 1988 ces mêmes décalages sont doublés ou triplés. Ce tableau amplement négatif ne doit pas ignorer et faire oublier un grand résultat positif dû à un effort absolument remarquable dans l'éducation et l'enseignement (ingénierie,

architecture, médecine, langues et sciences fondamentales). En effet, après les 40 ans de socialisme, le peuple roumain acquiert un savoir-faire scientifique et technique de très haute qualité, tout à fait comparable au niveau européen, et une capacité industrielle de premier rang dans certains domaines comme dans l'industrie mécanique de grande précision, la construction de très grands équipements énergétiques (turbogénérateurs, turbines hydrauliques et thermiques, moteurs propulseurs pour grands navires maritimes), l'industrie des aciers spéciaux et des pièces coulées de grandes dimensions. Après 1989, la nécessaire réforme structurelle de l'économie commence avec cet excellent potentiel humain et industriel mais s'embourbe dans des conflits politiques durs, parfois violents, et la nouvelle classe politique ne réussit pas à conserver, encore moins à développer, ce système d'enseignement. En 1989 un tiers des enfants des familles des travailleurs (industriels ou paysans) avaient accès au niveau baccalauréat et un sur sept au niveau universitaire. Aujourd'hui ces chiffres descendent à 1 sur 6 et à 1 sur 20 respectivement.

La période post-communiste déclenchée par la Révolution Roumaine de décembre 1989 débute dans une situation des plus précaires, telle que nous l'avons décrite ici. L'explosion populaire contre le régime de Ceausescu fût d'ailleurs un résultat inévitable de cette situation économique. Je commence mon mandat de Premier-ministre dans un moment extrêmement complexe et particulièrement difficile. L'enthousiasme des roumains né de la disparition de Ceausescu et de son régime est naturellement associé à des attentes démesurées. Un changement radical s'impose mais en même temps la vie doit continuer et s'améliorer très vite. Or, simultanément, tous les processus de transformation, politique, économique et sociale, doivent commencer. C'est la tâche de mon gouvernement. Heureusement on n'était pas entièrement conscient de la gravité du moment. Mais je peux dire aujourd'hui que ma conception de la transformation était assez claire. Le Décret-Loi 54/mars 1990 ouvre la voie large à l'initiative privée. Rapidement, des dizaines de milliers de petites entreprises naissent et le tableau économique du pays évolue vers la normalité du marché. En mai 1990 est finalisée l'élaboration de la "Stratégie pour établir l'économie de marché en Roumanie", que j'avais initiée dès le 6 janvier, dix jours seulement après avoir débuté comme Premier-ministre.

La grande réforme structurelle est présentée par moi devant le Parlement fin juin, pour obtenir le vote de confiance. A la grande surprise de tous, le vote est unanime (seulement quelques abstentions), alors que nous étions à seulement deux semaines après la "minériade" qui avait plongé le pays dans un déchirant conflit politique.

Mon gouvernement réussit à faire approuver toutes les lois principales de la réforme en l'espace de 15 mois mais finit expulsé de son mandat par un coup d'Etat (selon les analyses des historiens) perpétré avec l'appui d'une nouvelle "minériade", brutale et violente. Tout au long de ces 15 mois, la politique est en

permanence une lutte sans merci entre les réformateurs et les anciens communistes, qui veulent conserver le pouvoir et ralentir la réforme.

La Roumanie s'engage alors, pour plus de quatre années, sur un chemin à contre-courant du mouvement de la Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, en rétablissant des mécanismes de subvention des entreprises. Le résultat est une gigantesque accumulation de dettes qui mènent à la banqueroute de la Bancorex, la plus grande banque roumaine, et de la Banque Agricole. Les deux disparaissent en 1998.

Après le changement politique, suite aux élections de novembre 1996, la route de la réforme est reprise, cette fois dans des conditions encore plus difficiles qu'en 1990. La grande privatisation des entreprises de l'Etat commence en 1998. Dans un contexte législatif faible, avec des lois insuffisantes et souvent confuses à dessein, les privatisations sont, pour la plupart, incapables de trouver des solutions viables pour les entreprises très nombreuses, en état de quasi-faillite, car ces privatisations sont, en réalité, des opérations de liquidation dans une ambiance de capitalisme sauvage. Selon Keynes, le rapport entre le produit brut annuel du travail et la masse de biens capitaux est compris entre $1/3$ et $1/4$. Lors des privatisations roumaines, à partir de 1998 et tout au long de cette période et même jusqu'à présent, ce rapport était estimé à moins de $1/3$. En réalité, la valeur affichée du patrimoine des entreprises offerte à la privatisation fût largement surbaissée, alors que le rapport de Keynes, en valeur réelle, était de $1/5$ et même $1/6$.

Autrement dit, le capitalisme se solidifie sur la base d'un mensonge, dans notre cas la forte sous évaluation du patrimoine. Le résultat ne fut pas la modernisation et la relance de la production, toute au moins dans certaines entreprises, mais le pillage et leur liquidation. Fernand Braudel avait bien dit que le triomphe du capitalisme est vrai lorsqu'il s'identifie avec l'Etat. En tant que Premier-ministre j'avais bien réussi à conclure des accords avec des grandes sociétés occidentales, tels Mercedes (pour privatiser les entreprises de production des camions et des autobus), FIAT (pour les tracteurs), Siemens (pour les locomotives électriques). Toutes les entreprises roumaines dans ces secteurs n'existent plus au présent. Le "gros problème" comme disait Fernand Braudel, lui encore, est celui des marchés nationaux et des économies nationales. Sa définition me paraît la plus exacte: "Une économie nationale, c'est un espace politique transformé par l'Etat, en raison des nécessités et innovations de la vie matérielle, en un espace économique cohérent, unifié, dont les activités peuvent se porter ensemble dans une même direction."

Sous la forte double impulsion du peuple roumain, qui réclame une intégration rapide de la Roumanie en Europe et de l'Union Européenne, qui ouvre sa porte à l'adhésion en décembre 1999, l'économie roumaine, avec des avancées et des contre-coups, tend depuis 2007 fermement vers la normalité européenne.

Les données statistiques les plus récentes montrent un progrès remarquable et indéniable. Par exemple, si l'on prend comme référence le PIB de l'année 1999 (100%), voici le tableau comparatif suivant pour l'année 2018:

- Allemagne – 130 %
- France – 125%
- Espagne – 106%
- Italie – 100%
- Roumanie – 600%

Le PIB per capita de la Roumanie en termes de ppa (parité du pouvoir d'achat), en 1990, est de 3.900 dollars et de 27.200 dollars en 2018, donc il est sept fois plus grand! L'export de produits industriels manufacturés en 1988 connaît un maximum de 33% de l'ensemble des exportations; en 2018 il atteint 58%. En cette année 2018 la valeur des exportations IT et logiciels dépasse 4 milliards d'Euro réalisés par 100.000 travailleurs du domaine. L'agriculture réussit un grand bond avec 3,7 milliards d'Euro à l'exportation des produits agricoles.

Enfin, le stock (accumulation) d'investissements étrangers directes (FDI) atteint en 2018, 94 milliards d'Euro.

Néanmoins, l'économie roumaine n'est pas encore au niveau des exigences du présent. Les gouvernements roumains, depuis 2001 surtout, ne s'inquiètent pas de l'état du secteur productif autochtone et les politiques concentrées sur l'offre sont négligées complétement. Le déficit commercial augmente chaque année.

Il est de 15 milliards en 2018 et 17 milliards (estimation) en 2019. Les réformes structurelles impératives sont repoussées d'année en année. Le vrai "gros problème" de la Roumanie consiste dans son incapacité politique d'unir les volontés pour un but commun.

Ce qui domine c'est le clientélisme, norme courante de la politique et son résultat évident: incompetence et insouciance. Le long chemin de la Roumanie pour rattraper le retard par rapport au développement de l'Occident est loin d'être parcouru. Plus de trois millions des roumains qui travaillent à l'Ouest, dans leur grande majorité issus de la partie jeune et active de la population roumaine, voudraient, pour la plupart, vivre dans leur pays. Pour l'instant c'est l'inverse. Les jeunes en Roumanie pensent que leur meilleure chance se trouve ailleurs, pas en Roumanie.